



Délégation suisse
près l'OCDE

Swiss_  OECD_Info

[> Contact](#)

[> Désabonnement Newsletter](#)

[> A propos](#)

[> OCDE](#)

N° 29 / octobre 2007

Table des matières

1. Faire des migrations un atout:
vers un système de mobilité internationale
2. Eco-Santé 2007: des systèmes de santé toujours plus chers
mais pas nécessairement meilleurs
3. Examen de l'innovation en Chine:
un potentiel partiellement exploité
4. Biocarburants:
pas si « bio » que ça
5. Etude économique de l'Union européenne:
moins d'Europe, plus d'Union
6. Etude économique de l'Inde:
analyse d'une libéralisation réussie
7. Examen environnemental de la Chine :
une croissance au détriment de l'environnement ?
8. Projet global de l'OCDE :
Comment mesurer le progrès des sociétés ?
9. Les perspectives des communications 2007:
toujours plus de communication pour moins cher
10. Regards sur l'éducation:
des résultats pas toujours à la hauteur des moyens engagés
11. Calendrier OCDE
12. Publications à paraître

1. Faire des migrations un atout : vers un système de mobilité internationale



A l'avenir, l'Union européenne devra compter encore davantage sur l'immigration en raison du vieillissement de sa population, les prévisions tablant sur une diminution de cette dernière de

44 millions d'ici à 2050. Parallèlement, le taux de croissance des populations d'Afrique du Nord continuera de dépasser le taux de croissance économique de cette région, ayant pour conséquence une pression migratoire accrue vers son voisin européen.

Les migrations peuvent bénéficier tant aux pays d'accueil qu'aux pays d'origine. C'est ce que révèle l'étude « [Faire des migrations un atout](#) », fruit d'une collaboration entre le centre de développement de l'OCDE et la Commission européenne. A l'heure actuelle, la migration peu réglementée, présente déjà de bien plus grands avantages pour tous ceux qui y participent que ce à quoi l'on pourrait communément s'attendre. En règle générale, peu de migrants qualifiés entrent en concurrence avec la main d'oeuvre locale. Ils occupent en effet plutôt les postes qui, sans eux, resteraient vides. Grâce à leurs salaires, les migrants effectuent de nombreux transferts financiers (« remittances ») dans leur pays d'origine qui contribuent à la réduction de la pauvreté, d'autant plus qu'ils émigrent majoritairement sans leur famille. A noter d'autre part que les migrants les plus qualifiés

(personnel hospitalier et de soins) ne trouvent souvent pas de poste adéquat dans leur pays d'origine du fait d'un manque d'infrastructures et continuent à se former dans le pays d'accueil. Selon cette étude, ce phénomène pourrait s'avérer encore plus bénéfique pour toutes les parties si des accords de migration étaient conclus entre les pays concernés. Une migration « circulaire » devrait à cet égard être facilitée afin de permettre aux migrants qui le souhaitent de retourner dans leur pays. L'étude de l'OCDE identifie également les limites des mesures étatiques de contrôle de l'immigration. Elle considère par contre les banques, les entreprises ainsi que les réseaux privés comme des acteurs importants dans la facilitation du transfert de ressources et de technologies.

Dans l'ensemble, l'étude préconise une réorientation générale des politiques migratoires qui privilégierait une approche internationale du marché du travail plutôt qu'une politique migratoire nationale. En outre, la distinction entre migration permanente et temporaire est dépassée par la réalité, de même que l'objectif étatique visant à exiger des entreprises une justification de leurs besoins pour l'emploi de main d'oeuvre étrangère. Pendant la dernière décennie, la politique migratoire restrictive de l'Union européenne des quinze a eu pour conséquence de n'ouvrir le marché du travail qu'à un quart des migrants hautement qualifiés alors que cette proportion est de deux tiers aux Etats-Unis.

[> Table des matières](#)

2. Eco-Santé 2007: des systèmes de santé toujours plus chers mais pas nécessairement meilleurs

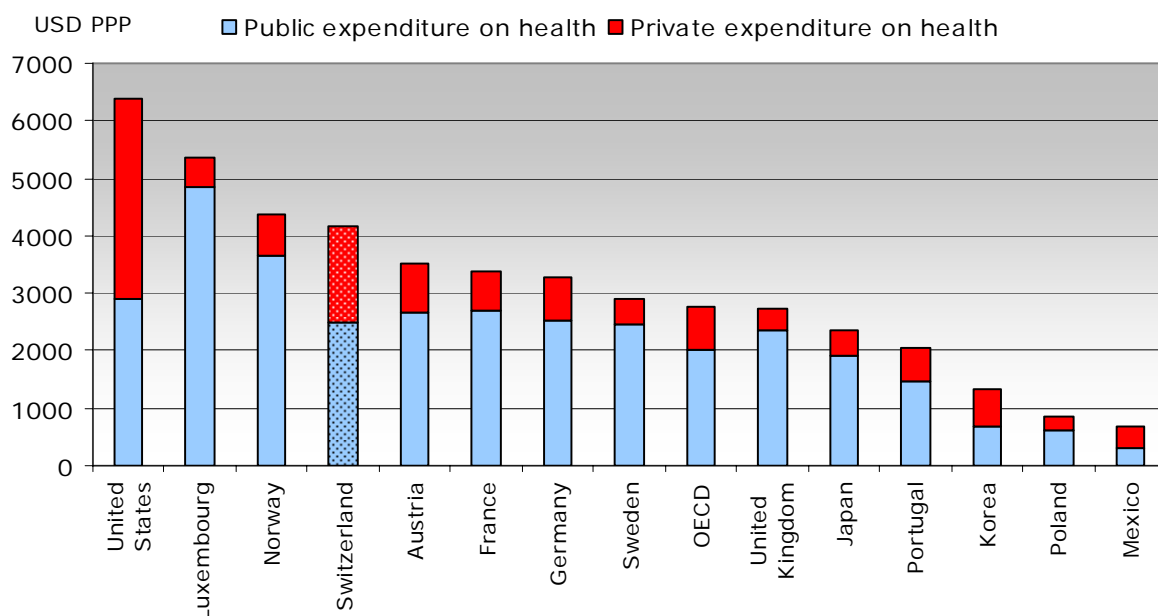
En Suisse, les dépenses de santé sont environ 50% plus élevée que la moyenne des pays de l'OCDE. C'est ce que démontre l'étude « Eco-Santé OCDE 2007 ». Avec des dépenses de 4177 USD (ajustés sur la parité de pouvoir d'achat des monnaies, « PPP ») en 2005, la Suisse possède le niveau le plus élevé de dépenses, derrière les Etats-Unis (6401 USD), le Luxembourg (5352 USD) et la Norvège (4364 USD). Les dépenses de santé par rapport au PIB se situent en moyenne à 11.6% du PIB en Suisse, soit en deuxième position des dépenses les plus élevées après les Etats-Unis (15.3%). Ce niveau élevé ne peut cependant que rarement être mis en relation avec le niveau des prestations. En effet, les prestations de santé offertes aux Etats-Unis sont en général plutôt inférieures à celles des autres systèmes de santé. Similairement, même si le système de santé suisse est excellent, il n'est pas supérieur de 50% à celui du reste de l'OCDE.

L'étude souligne toutefois que les dépenses de santé ont moins rapidement

augmenté en Suisse en termes réels que dans la plupart des autres pays de l'OCDE ces dernières années. D'autre part, notre pays possède une espérance de vie supérieure à la moyenne. L'espérance de vie à la naissance a augmenté de 9.7 ans entre 1960 et 2005, ce qui est proche des gains enregistrés en moyenne dans les pays de l'OCDE. Ainsi, en 2005, l'espérance de vie était de 81.3 ans en Suisse, soit presque 3 ans de plus que la moyenne OCDE (78.6 ans). Seul le Japon possède une espérance de vie plus élevée.

Dans tous les pays de l'OCDE à l'exception des Etats-Unis, du Mexique et de la Grèce, le financement public représente la principale source de financement des dépenses de santé. En Suisse, 59.7% des dépenses de santé ont été financées par des fonds publics en 2005 contre 72.5 % en moyenne dans les autres pays de l'OCDE. La proportion la plus faible de dépenses publiques de santé se situe en Grèce (42.8%) et aux Etats-Unis (45.1%) alors qu'elle est relativement élevée (plus de

Public and Private Expenditures on Health 2005



Source : OCDE

80%) dans les pays nordiques (Danemark, Islande, Norvège et Suède) de même qu'au Royaume-Uni et au Japon.

Les coûts élevés de la santé peuvent s'expliquer en Suisse par le fait que davantage de ressources matérielles et en personnel sont engagées que dans la plupart des autres pays de l'OCDE. En 2005, la Suisse comptait 3.8 médecins par milliers d'habitants contre 3 en moyenne dans l'OCDE. Avec 14.1 infirmiers par milliers d'habitants, la Suisse compte un nombre nettement plus élevé de personnel soignant que la

moyenne (8.6 dans l'OCDE). La diffusion de méthodes modernes de diagnostic est également un facteur non négligeable de l'augmentation des coûts. Le nombre d'appareils d'imageries par résonance magnétique (IRM) a ainsi plus que quintuplé en moyenne dans les pays de l'OCDE depuis le début des années nonante. La Suisse n'échappe pas à cette tendance dès lors qu'en 2005, 14.4 IRM ont été recensés par millions d'habitants, ce qui est considérablement supérieur à la moyenne OCDE de 9.8.

[> Table des matières](#)

3. Examen de l'innovation en Chine: un potentiel partiellement exploité

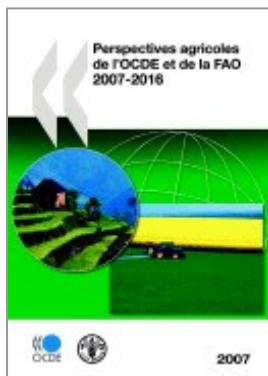
La Chine évolue rapidement d'une économie industrielle vers une économie axée sur la technologie et la recherche. Les dépenses de Recherche et de Développement (R&D) ont augmenté annuellement de 19% depuis 1995 et atteignent environ 30 milliards de dollars en 2005. En 2010, le niveau de R&D devrait correspondre à 2% du PIB chinois. En comparaison, ces activités représentaient en moyenne 2.2% du PIB en 2005 dans les pays membres de l'OCDE. C'est ce qui ressort de l'[examen du système national d'innovation de la Chine](#) publié récemment par l'Organisation. Celui-ci constate quelques graves problèmes, notamment la pénurie de scientifiques ainsi que de compétences managériales, de même que la lourde mainmise de l'Etat (contrôle par le haut). Il y a d'autre part un manque de capital-risque disponible pour les entreprises innovantes, un défaut de coopération internationale suffisamment étroit dans le domaine de la science ainsi que de recherche fonda-

mentale étendue et efficiente. De plus, des investissements additionnels sont nécessaires dans le secteur des services, de l'énergie ainsi que de l'environnement.

A moyen terme, la Chine ambitionne de contribuer par la R&D à 60% de la croissance du PIB. Elle s'est fixé comme objectif de faire partie des cinq pays possédant le plus grand nombre de brevets et dont les publications scientifiques sont le plus citées. L'efficacité ainsi que la capacité d'innovation des entreprises étatiques pourront être renforcées grâce à la mise en œuvre des principes modernes de « corporate governance ». A noter finalement qu'avec l'accroissement de sa capacité à innover, la Chine aura tout intérêt à renforcer la protection des ses propres brevets ainsi que d'un droit de la propriété intellectuelle compatible au niveau international.

[> Table des matières](#)

4. Biocarburants: pas si « bio » que ça



La culture de produits agricoles comme matières premières des biocarburants ne représente ni une alternative écologiquement viable ni une solution au problème énergétique de l'Amérique du Nord et de

l'Europe. Ce sont les conclusions des discussions de la 20^{ème} [table ronde annuelle sur le développement durable](#) organisée par l'OCDE en septembre dernier. De nombreux ministres ont échangé sur ce thème avec des experts de haut niveau issus du secteur privé, des ONGs actives dans ce domaine ainsi que diverses organisations internationales (FAO, AIE, OMC, Banque mondiale).

La promotion accrue de cette production, en particulier aux Etats-Unis (environ USD 7 milliards) et dans l'Union européenne, présente un potentiel de dommages non négligeable. Elle empêche non seulement une production plus durable dans les pays en développement, conduit à une dégradation de l'environnement, mais pourrait également faire augmenter les prix de l'alimentation et du fourrage jusqu'à 50%. Les réductions d'émissions de CO2 atteintes en comparaison avec les énergies fossiles se situent à 40%. Toutefois, si l'on tient compte des répercussions engendrées par la

fertilisation, l'acidification des sols ainsi que de l'usage de pesticides, l'avantage attribué aux biocarburants disparaît pratiquement complètement. En outre, la production d'éthanol à partir de blé, de betteraves à sucre ainsi que de colza obtient en pratique de mauvais résultats aux Etats-Unis et dans l'Union européenne. Seule la production de betterave à sucre/éthanol au Brésil peut ainsi véritablement être considérée comme « durable ».

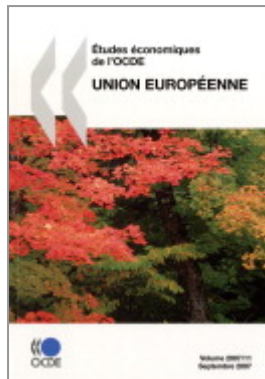
L'OCDE met également en évidence l'impact de l'augmentation des prix des produits agricoles dans sa nouvelle publication des « [Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO pour 2007-2016](#) ». La hausse des prix des produits de base est problématique en particulier pour les pays en développement importateurs nets de denrées alimentaires et pour les populations pauvres des zones urbaines. Par ailleurs, la forte progression de la demande envisagée dans beaucoup de pays en développement et d'économies émergentes va stimuler les importations, mais également la production interne. Par conséquent, les pays de l'OCDE devraient perdre du terrain au profit des pays non membres dans la production et l'exportation de nombreux produits de base dans les prochaines années. Les marchés agricoles mondiaux se caractérisent donc par un commerce Sud-Sud en expansion qui va accroître la concurrence pour les pays exportateurs de l'OCDE.

[> Table des matières](#)

5. Etude économique de l'Union européenne: moins d'Europe, plus d'Union

L'Union européenne (UE) doit progresser plus rapidement vers la réalisation d'un marché unique. C'est ce que préconise l'OCDE dans sa première [étude](#)

[économique de l'Union](#). Le revenu moyen au sein de l'UE est inférieur de près d'un tiers à celui des Etats-Unis. En outre, plus d'un tiers de la population en âge de



travailler est innocuée. La plupart des réformes de fond dans les pays de l'Union considérés isolément datent des années nonante. Même si plusieurs pays membres peuvent déjà être considérés

d'excellents modèles en la matière (marché du travail en Grande-Bretagne, formation et innovation en Scandinavie, dynamique en Europe de l'Est), des différences subsistent encore parmi les membres. L'étude reconnaît cependant que l'Union dans son ensemble a surmonté de nombreux obstacles dans le domaine des échanges et de l'investissement ces dernières années. Elle déplore toutefois une tendance croissante au patriotisme économique.

Dans le secteur des services, maints obstacles au commerce doivent encore être surmontés, les différences entre les membres étant importantes dans ce domaine. L'étude révèle également qu'il n'y a guère de concurrence dans l'industrie des réseaux. Dans le secteur

de l'énergie, l'OCDE recommande de mettre un terme aux consortiums intégrés verticalement, notamment ceux de l'électricité et du gaz afin de faciliter l'accès au réseau à de nouveaux prestataires. Elle soutient à cet égard la proposition de la Commission européenne visant à séparer la distribution du reste des activités de réseau. Elle soutient d'autre part vivement le processus de libéralisation des marchés des capitaux en cours même si elle déplore la forte fragmentation du secteur bancaire. Il est à espérer que l'euro conduira à une intégration plus profonde du marché bancaire à long terme. Sans surprise, l'étude recommande également de réduire les subventions agricoles qui restent encore trop étroitement liées à la production malgré la réforme de la politique agricole commune de 2003. L'OCDE préconise en outre une optimisation de la politique de cohésion pour les régions structurellement plus faibles ainsi que l'application du principe de la libre circulation des personnes aux nouveaux états membres le plus rapidement possible.

[> Table des matières](#)

6. Etude économique de l'Inde: analyse d'une libéralisation réussie

Pour la première fois, l'OCDE examine [l'économie de l'Inde](#) dans le cadre de ses études économiques par pays (« EDRC »). Les réformes économiques profondes des vingt dernières années ont permis à ce pays de se développer rapidement, de même qu'un assouplissement de la surréglementation qui paralysait l'économie depuis son indépendance. Le revenu par habitant s'est en moyenne accru de 1 ¼ pour cent par année dans les trois décennies qui ont suivi l'indépendance. A l'heure actuelle, le taux de croissance du revenu se situe autour de 7 ½ pour cent. Le secteur des services, qui a été libéralisé, présente quant à lui le plus fort taux de

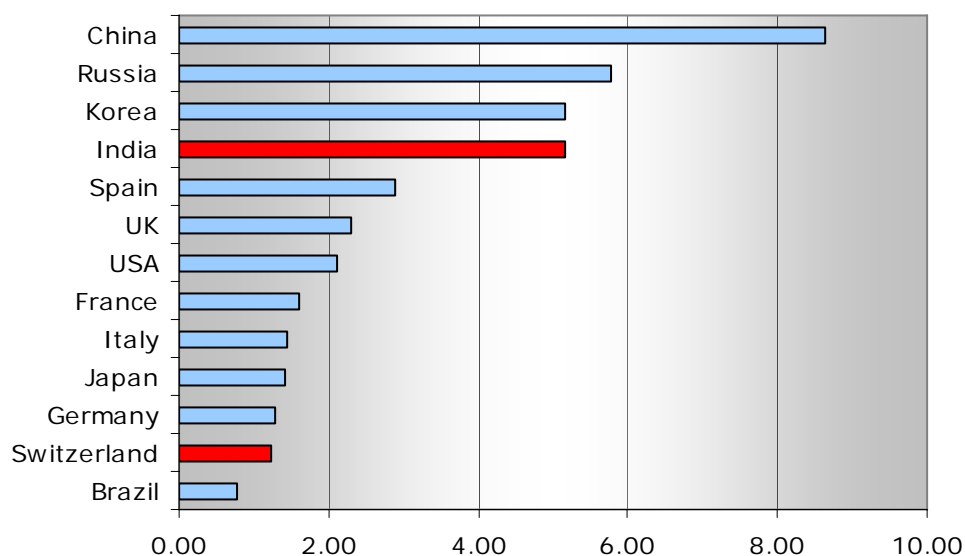
croissance. L'ouverture du marché des télécommunications et de l'aviation a également conduit à un essor considérable dans ces secteurs. La croissance des industries restées sous contrôle étroit de l'Etat a par contre été moins dynamique. Des différences marquantes en terme de dynamique de croissance ont également été constatées entre les différents états fédéraux. Ainsi, les états fédéraux qui ont fortement libéralisé leurs marchés sont plus avancés économiquement que les régions qui sont restées fermées. L'OCDE s'est de ce fait penché sur le degré d'ouverture des marchés des produits, du travail ainsi que financiers.

Sans surprise, le nombre de place de travail a augmenté presque exclusivement dans le secteur informel tandis que dans le secteur formel étroitement réglementé, l'accumulation du capital a augmenté et des places de travail ont disparu. Le marché des produits a été libéralisé dans de nombreux domaines même si le secteur industriel reste encore largement dominé par des entreprises étatiques peu

efficientes que l'OCDE recommande de libéraliser. L'Organisation s'exprime également en faveur d'une libéralisation du marché financier. L'accès des banques étrangères devrait être facilité afin d'une part, de renforcer la concurrence et d'autre part d'accélérer l'intégration du système bancaire indien dans le système financier mondial.

> [Table des matières](#)

GDP Growth per Capita 1990-2005 (in %)



7. Examen environnemental de la Chine : une croissance au détriment de l'environnement ?

Qualité de l'air jugée parmi les pires au monde dans certaines agglomérations, cours d'eau gravement pollués, « grave menace sur la santé humaine » : le [rapport de l'OCDE](#) publié en juillet dernier dresse un bilan plutôt inquiétant de la situation environnementale en Chine, même si celui-ci ne révèle rien de neuf. La croissance économique aurait-elle pris le pas sur les considérations environnementales ? Même si l'Organisation reconnaît que des progrès ont été effectués par la Chine depuis 1990 par rapport à ses objectifs nationaux et ses engagements internationaux, tout en saluant le rôle

positif joué par les ONGs locales, le principal problème reste la mise en œuvre de politiques environnementales à l'échelon local, en particulier le manque de suivi donné à celles-ci ainsi que le manque de contrôles et de sanctions.

L'OCDE met en garde contre un ralentissement de la croissance économique si des mesures ne sont pas prises et formule à cet effet 51 [recommandations](#) visant à intégrer plus systématiquement les questions environnementales dans les décisions économiques ainsi qu'à garantir un développement durable de la Chine.

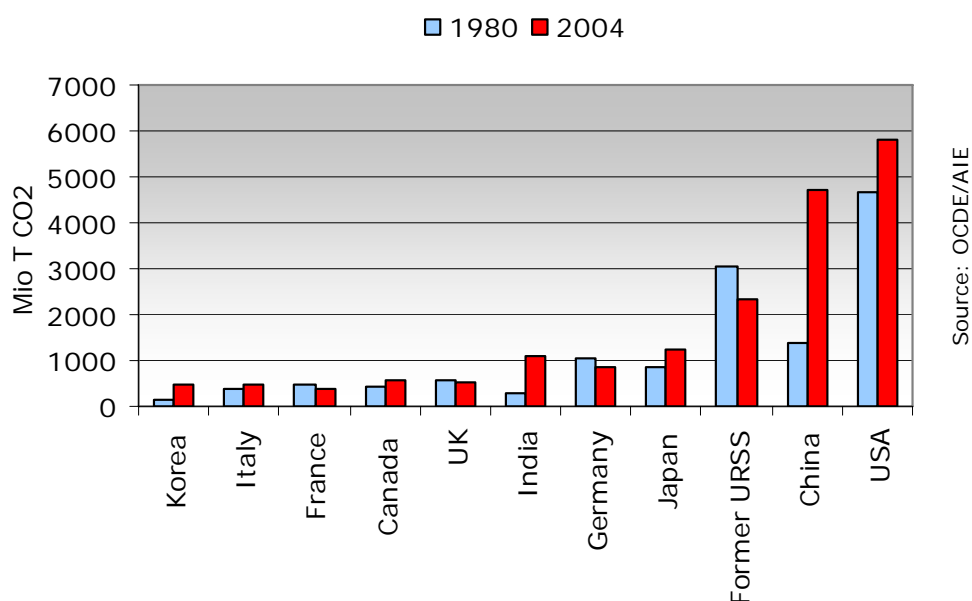
Parmi celles-ci figure notamment l'éducation des jeunes afin de mieux les sensibiliser à cette problématique. L'enjeu est de taille non seulement pour la Chine elle-même, dont l'objectif est de quadrupler son PIB entre 2000 et 2020 tout en respectant ses objectifs environnementaux, mais également pour le reste du monde au vu de l'impact écologique global résultant de cette croissance rapide (pluies acides, épuisement des ressources naturelles, pollution des cours d'eau, changement climatique...).

L'étude révèle à cet égard que la Chine pollue plus et consomme davantage de ressources par unité de PIB que les pays membres de l'OCDE. De plus, de deuxième du classement en 2004, la Chine est passée aujourd'hui au 1^{er} rang des émetteurs mondiaux de CO₂ (après les Etats-Unis) mais n'est toutefois pas tenue de respecter les objectifs du

Protocole de Kyoto qu'elle a ratifié en raison de son statut de « pays en développement ». La Chine exerce également une influence indirecte sur les autres pays en développement en matière environnementale, étant passée du statut de pays bénéficiaire d'aide publique au développement au statut de pays donateur. Elle ne s'est en effet pas encore, à l'heure actuelle, alignée sur les standards internationaux en matière d'assistance environnementale. En outre, sur le plan interne, les récents scandales liés à la pollution ainsi que les disparités sociales grandissantes générées par une croissance économique répartie inégalement pourraient menacer à terme la construction d'une « société harmonieuse » promue par le gouvernement si celui-ci ne prend pas rapidement des mesures adéquates.

> [Table des matières](#)

CO₂ Emissions 1980/2004



8. [Projet global de l'OCDE : Comment mesurer le progrès des sociétés ?](#)

C'est autour de cette question que s'est déroulé à Istanbul du 27 au 30 juin dernier le forum mondial de l'OCDE intitulé « [Comment mesurer et favoriser le progrès des sociétés ?](#) » qui s'inscrit

dans le cadre d'un [projet global de l'OCDE](#) sur ce thème. A l'issue de cette conférence, les participants originaires de plus de 130 pays ont adopté une [déclaration](#) dans laquelle ils engagent les

gouvernements à mesurer le progrès des sociétés d'une manière nouvelle. En plus des indicateurs économiques classiques, d'autres indicateurs devraient également être pris en considération, notamment dans le domaine des droits de l'homme, de la démocratie, de la bonne gouvernance ainsi que de l'environnement.

Les universités, offices des statistiques de même que les organisations politiques sont chargées de mettre à disposition des données sur l'évolution de la société. Le public aura ainsi la possibilité de vérifier si les engagements pris par leurs gouvernements sont tenus. Il reste toutefois à déterminer ce que signifie réellement le « progrès des sociétés », notion actuellement débattue de par le monde. Le développement d'indicateurs adaptés exige cependant un minimum de consensus. Ceux qui seront chargés d'évaluer le progrès des sociétés devront

d'autre part veiller à prendre en compte les différences culturelles et historiques.

Afin de permettre une comparaison mondiale des données recueillies, les différents offices des statistiques sont invités à définir une méthodologie commune de collecte des données. L'utilisation d'outils informatiques modernes tels que « Web 2.0 » permettra une gestion efficace de ces dernières ainsi qu'un accès facilité au public. A noter finalement que le parlement européen organise conjointement avec le Club de Rome et l'OCDE une conférence à Bruxelles les 19 et 20 novembre prochain sur le thème « [au-delà du PIB : comment mesurer le progrès, la véritable richesse et le bien-être des nations](#) » qui se veut une poursuite de la réflexion engagée à Istanbul.

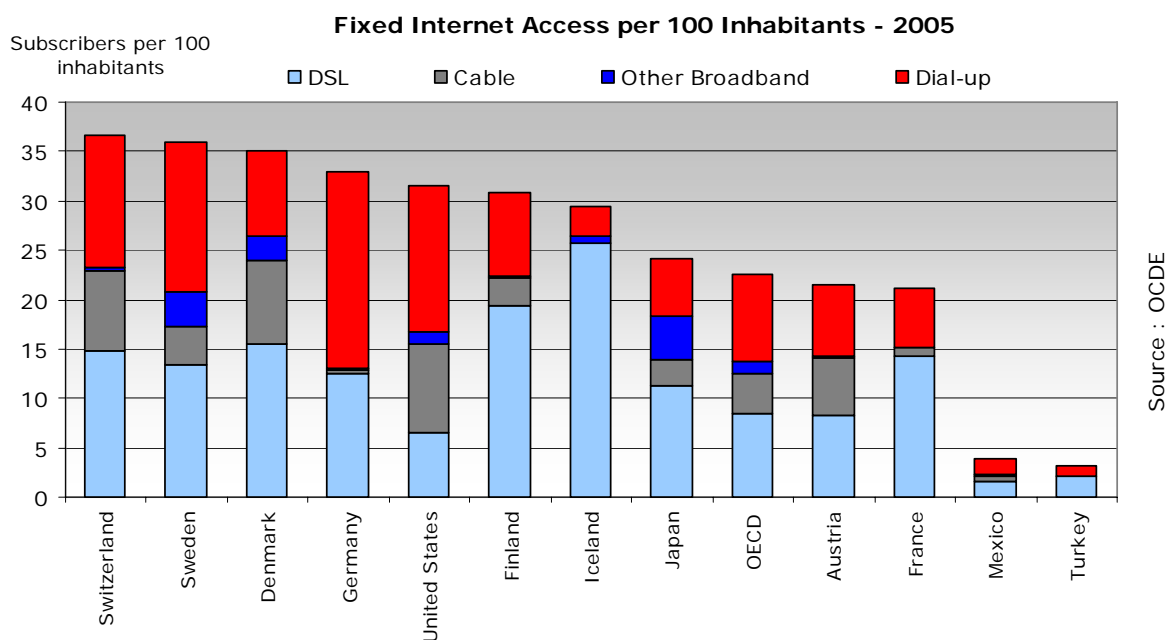
[> Table des matières](#)

9. Les perspectives des communications 2007: toujours plus de communication pour moins cher

Le consommateur a rarement autant profité de la libéralisation et des progrès technologiques que dans le [secteur de la communication](#). Les utilisateurs déboursent en effet de moins en moins chaque année pour le téléphone, Internet et la télévision et bénéficient d'autre part d'une palette toujours plus large d'offres pour la même somme d'argent.

La téléphonie demeure le principal moteur du marché des télécommunications avec des recettes de USD 1000 milliards. Les services de téléphonie mobile représentent désormais 40% de l'ensemble des recettes des télécommunications de la zone OCDE et l'on compte aujourd'hui trois fois plus d'abonnés aux services mobiles qu'aux services fixes. Le haut débit s'est rapidement imposé comme la

technologie privilégiée pour l'accès à Internet dans la zone OCDE. 60% des 256 millions d'internautes de cette zone disposent en effet d'une connexion à haut débit permettant d'accéder aux offres multiservices englobant la téléphonie, la télévision ainsi qu'Internet. D'autre part, la libéralisation du « dernier kilomètre » (« last mile ») dans une partie des pays membres de l'OCDE – en Suisse également depuis l'entrée en vigueur de la nouvelle loi sur les télécommunications au 1^{er} avril 2007, a permis à davantage de prestataires d'offrir des services de communication sur la même ligne. Grâce au haut débit, la concurrence exclusivement nationale a définitivement cessé, permettant aux usagers de recevoir de plus en plus de services d'opérateurs du monde entier.



En outre, plusieurs petites et moyennes villes ont mis en place des réseaux d'accès sans fil, à fibre optique ou ont élaboré des plans visant à améliorer la connectivité de leurs résidents. Dans d'autres régions, l'utilisation de réseaux Wi-Fi moins coûteux est encouragée afin d'améliorer les prestations des services publics et de résoudre le problème de la fracture numérique.

Les différences en terme d'accès au haut débit, de prix ou d'offres disponibles restent toutefois très importantes d'un pays à l'autre selon les politiques réglementaires suivies. Le Japon offre à ce jour les connexions les plus rapides (100 mbps), dix fois plus rapide que la moyenne OCDE et vingt fois plus rapide

qu'en Suisse (automne 2006) et ce, à des prix plus bas. Au niveau tarifaire, la Suisse se situe dans la moyenne mais occupe la tête du classement s'agissant de l'extension des connexions à haut débit.

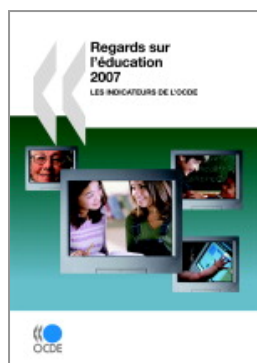
L'étude nous apprend également qu'en moyenne, en 2005, les Suisses ont passé 2h45 à regarder la télévision par jour contre 8h18 pour les Américains, détenteurs du record en la matière, ce qui en fait l'un des pays de l'OCDE où la télévision est la plus faiblement regardée.

[> Table des matières](#)

10. Regards sur l'éducation: des résultats pas toujours à la hauteur des moyens engagés

La [publication annuelle de l'OCDE](#), qui fournit un [recueil de données](#) des différents systèmes éducatifs des pays membres de l'OCDE, se penche cette année sur l'efficacité de l'exploitation des moyens attribués plutôt que sur le montant des ressources allouées par chaque gouvernement dans ce domaine. Entre 1995 et 2004, les dépenses consacrées à l'éducation ont augmenté

d'environ 42% dans les pays de l'OCDE. Cette augmentation ne peut toutefois qu'être faiblement corrélée avec les résultats obtenus. Les pays qui dépensent le plus sont les Etats-Unis et l'Italie. Inversement, la Corée du Sud et les Pays-Bas font partie des pays qui dépensent moins que la moyenne dans ce domaine en se classant toutefois en tête des pays obtenant les meilleurs



résultats dans le cadre de [PISA \(2003\)](#). Environ 30% des dépenses consacrées à l'éducation sont utilisées inefficacement, sans impact considérable sur les résultats selon l'OCDE. Les dépenses suisses

par écolier sont parmi les plus élevées, de même que les Etats-Unis. Toutefois, au contraire de ces derniers, le « taux de rendement de la formation » est plus élevé en Suisse.

En moyenne, en Suisse, la durée globale de la scolarité est passée de 14,5 ans en 1980 à 17 ans en 2005 du fait du développement de l'école maternelle. La Suisse reste cependant à la traîne dans ce domaine en comparaison avec les autres pays. Seulement un enfant sur dix bénéficie d'un enseignement préscolaire contre sept sur dix en moyenne dans l'OCDE. L'origine sociale joue toujours un rôle important en ce qui concerne la formation tertiaire. D'autre part, les études supérieures, subventionnées par l'Etat, profitent avant tout aux étudiants issus des classes sociales à hauts revenus. Le taux d'achèvement des études dans l'enseignement tertiaire a dans l'ensemble augmenté dans les pays de l'OCDE. Le taux de diplômés universitaires notoirement bas en Suisse

a, quant à lui, doublé depuis 1995 grâce à la réforme des hautes écoles spécialisées. Il reste cependant en dessous de la moyenne des pays de l'OCDE en atteignant 27% contre 36% pour ces derniers. Les statistiques démontrent également que les études supérieures valent la peine sur le plan financier, la rémunération des diplômés de l'enseignement tertiaire étant en règle générale supérieure d'environ 50% à celle obtenue par les employés non diplômés.

57% des jeunes âgés d'une quinzaine d'années ambitionnent de faire des études. Ce taux moyen comprend les valeurs extrêmes de 95% en Corée du Sud et de seulement 21% en Allemagne. Il est intéressant et encourageant de constater que les enfants issus de l'immigration croient davantage au fait qu'ils effectueront un jour des études supérieures. Les performances des enfants d'immigrés, même de seconde génération, se situent toutefois en général en dessous de ceux des élèves autochtones du même âge. A titre d'exemple, en Suisse, l'écart de performance en mathématique entre les élèves de première génération moins ceux de seconde génération était de 31 points par rapport aux élèves autochtones en 2003, ce qui correspond à presque une année scolaire selon l'échelle PISA.

[> Table des matières](#)

11. Calendrier OCDE

- ❖ Conférences de presse pour présenter la publication "[Les politiques agricoles des pays de l'OCDE : suivi et évaluation 2007](#)". Au centre de l'OCDE à Washington et à Genève : 23 octobre 2007.
- ❖ Convention Anti-Corruption de l'OCDE : son impact et ses réalisations, [dixième anniversaire et conférence à haut niveau](#), organisée par la Direction des affaires financières et des entreprises. Rome, Italie : 21 novembre 2007.
- ❖ Réunion à haut niveau du [Comité d'aide au développement](#) : "Provide employment for all, improve human capital and social cohesion and promote a sustainable environment" : 11-13 décembre 2007.

[> Table des matières](#)

12. Publications à paraître

- ❖ Examen économique de la Suisse : novembre 2007 (à confirmer).
- ❖ Perspectives économiques de l'OCDE en Amérique latine 2008 : 7 novembre 2007.
- ❖ World Energy Outlook 2007: China and India Insights: 7 novembre 2007.

[>Table des matières](#)

Swiss_OECD_Info est une publication de la Délégation suisse près l'OCDE. Elle paraît cinq fois par année.
Rédaction : Stefan Flückiger, Chantal Neuweiler ; Contributions: Robert Müller, Dominique Jordan, Anton Stadler.